



Distr.: Limitée
18 janvier 2000

Français
Original: Anglais

Comité spécial sur l'élaboration d'une convention contre la criminalité transnationale organisée

Septième session
Vienne, 17-28 janvier 2000

Projet de résolution présenté par le Président

Le Comité spécial sur l'élaboration d'une convention contre la criminalité transnationale organisée prie l'Assemblée générale de prendre d'urgence en considération le projet de résolution ci-après:

*“Participation aux travaux du Comité spécial
sur l'élaboration d'une Convention contre
la criminalité transnationale organisée*

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 53/111 du 9 décembre 1998 par laquelle elle a invité les pays donateurs à coopérer avec les pays en développement pour faire en sorte qu'ils participent pleinement aux travaux du Comité spécial sur l'élaboration d'une Convention contre la criminalité transnationale organisée,

Rappelant également ses autres résolutions pertinentes et la circulaire du Secrétaire général¹ sur le règlement régissant le paiement des frais de voyage et des indemnités de subsistance dans le cas des membres des organes ou des organes subsidiaires de l'Organisation des Nations Unies,

Rappelant en outre les rapports du Comité spécial sur les travaux de sa première² et de sa sixième³ sessions, ainsi que la précieuse contribution apportée par les délégations des pays les moins avancés à l'élaboration du projet de Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée,

Se félicitant des contributions financières que les pays donateurs ont versées au Fonds des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale afin de financer la participation des pays les moins avancés aux travaux du Comité spécial,

¹ST/SGB/107/Rev.6.

²A/AC.254/9.

³A/AC.254/23.

Prie le Secrétaire général, en faisant appel aux ressources extrabudgétaires fournies à cet effet, de rembourser et de continuer à payer les frais de voyage des représentants des pays les moins avancés pour leur permettre d'assister aux sessions du Comité spécial, et d'apporter un soutien financier aux représentants de ce pays pour les aider à couvrir leurs dépenses locales, dans la mesure où les ressources extrabudgétaires le permettent.”
